

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°17 – 20 novembre 2023

LE CHIFFRE A RETENIR

60 Mrd€

Montant du transfert au Fonds
Climat et Transformation (KTF) de
crédits « Covid », invalidé par la Cour
constitutionnelle le 15 novembre

Sommaire :

Actualité macroéconomique

Environnement macroéconomique : rapport du Conseil des Sages / anticipations d'inflation / financement de l'adaptation au changement climatique

Politique budgétaire : décision de la Cour constitutionnelle concernant le KTF / prix de l'électricité / transferts Bund-Länder / prévisions de recettes fiscales / prévisions des Sages

Politiques sociales : nombre de chômeurs / formation continue / inégalités et retraite

Actualité financière

Marchés financiers : fonds pour l'avenir / crypto-actifs / euro numérique / Scope Ratings

Régulation financière : CRR III / lutte anti-blanchiment

Banques et assurances : Deutsche Bank / Commerzbank

Actualité macroéconomique

Environnement macroéconomique

Dans son rapport annuel, le [Conseil des Sages](#) table sur une récession de l'économie allemande de -0,4% en 2023 et sur une reprise modérée de +0,7% en 2024, inférieure de 0,6 point de pourcentage à la dernière prévision du gouvernement. Les **prévisions** d'inflation sont en revanche identiques à celles du gouvernement, à 6,1% (IPC) pour 2023 et 2,6% pour 2024.

Sur la base de données d'enquêtes mensuelles utilisées en combinaison avec la méthode des doubles différences, une étude de la [Bundesbank](#) analyse le rôle joué par la hausse des prix de l'énergie dans la formation des **anticipations d'inflation** des ménages et des entreprises. Elle démontre que les ménages augmentent leurs anticipations d'inflation lorsqu'ils subissent personnellement une augmentation du prix de l'électricité, par rapport aux ménages qui n'ont pas subi une telle hausse. Cet effet est particulièrement sensible chez les ménages à faibles revenus, les ménages qui ne sont pas informés de l'inflation passée et ceux qui ne font pas confiance à la BCE. Contrairement aux ménages, les entreprises n'ajustent pas leurs prévisions d'inflation de manière différenciée lorsqu'elles sont touchées par des augmentations des prix de l'énergie.

Une étude du [WWF](#) chiffre les besoins de financement de l'économie allemande pour s'adapter au **changement climatique** à 51 Mrd€ en moyenne par an pour la décennie 2021-2030. Les dépenses du gouvernement en faveur du climat seraient insuffisantes : elles étaient de 15,7 Mrd€ en 2022 et s'élèveraient à 40,7 Mrd€ en 2023.

Politique budgétaire

Le 15 novembre, la [Cour constitutionnelle fédérale](#) a jugé inconstitutionnelle la 2^{ème} loi de finances rectificative pour 2021, adoptée en février 2022 – à la suite d'un recours introduit par l'opposition CDU-CSU. Cette décision invalide le transfert au Fonds spécial Climat et Transformation (KTF) de 60 Mrd€ de crédits initialement provisionnés dans le budget fédéral pour faire face à la pandémie, mais qui n'avaient pas été utilisés. Cette décision a pour conséquence de réduire les fonds disponibles au sein du KTF, remettant en cause sa planification budgétaire.

Le [gouvernement fédéral](#) s'est mis d'accord le 9 novembre sur une batterie de mesures d'allègement relatives au **prix de l'électricité** destinées aux entreprises industrielles et artisanales. Au total, le paquet comprendrait pour 28 Mrd€ de mesures nouvelles ou prolongées à horizon 2028, dont 17 Mrd€ pour l'industrie énérgo-intensive. Il comprend (i) un abaissement pour toutes les entreprises industrielles et artisanales de la taxe sur l'électricité, ramenée de 1,537 centimes par kWh au minimum européen de 0,05 centime par kWh pour une période de cinq ans, (ii) une prolongation de cinq ans des aides spéciales aux gros consommateurs visant à compenser 350 entreprises énérgo-intensives des coûts indirects liés à l'échange de

quotas carbone et (iii) une prolongation de la subvention destinée à atténuer les frais de réseau.

Le [Bundesrat](#) a approuvé le 20 octobre la loi sur l'allègement forfaitaire (*Pauschalentlastungsgesetz*), qui réduit les charges pesant sur les Länder et les communes grâce à de nouveaux apports financiers du gouvernement fédéral. Ce dernier y consent notamment à des transferts supplémentaires à hauteur de 3,75 Mrd€ pour 2023 et de 1,25 Mrd€ pour 2024 au titre de la prise en charge de **l'accueil des réfugiés**.

Le [ministère fédéral des finances](#) a dévoilé le 26 octobre des **prévisions de recettes fiscales** actualisées. Au total, sur la période 2023-2027, il table sur des recettes fiscales en hausse de 6,4 Mrd€ par rapport aux dernières estimations de mai. Pour 2023, les estimations de recettes fiscales sont en baisse de -3,6 Mrd€ par rapport à mai, en lien avec la révision à la baisse de la prévision de croissance du ministère de l'Économie. Pour 2024, les estimations de recettes fiscales sont en hausse de 3,8 Mrd€, ce qui ne donne qu'une marge de manœuvre très limitée dans le cadre des négociations budgétaires en cours au Parlement.

Dans ses dernières **prévisions**, le [Conseil des Sages](#) table sur un déficit public de 2,2 % du PIB en Allemagne en 2023 puis de 1,5 % en 2024. La dette publique atteindrait 64,4 % du PIB en 2023 puis 63,7 % en 2024.

Politiques sociales

La dégradation conjoncturelle persistante pèse sur le **marché du travail**. Le nombre de chômeurs est en hausse en octobre (+1,1 % en données désaisonnalisées, sur un mois) selon l'[Agence fédérale du travail](#). Le taux de chômage (en définition nationale) a progressé à 5,8 % (après 5,7 % en septembre, cvs). Les offres d'emploi sont en recul tandis que l'emploi stagne à un niveau record en septembre. Si le baromètre de l'emploi de [l'ifo](#) se ressaisit en octobre (+0,4 point après une baisse sensible de 1,2 point en septembre sur un mois), les perspectives d'emploi sont portées uniquement dans les services (+6,5 points), tandis que les perspectives restent moroses dans l'industrie manufacturière (-14,2 points en octobre).

Selon des données [Destatis](#)-Eurostat, le taux de participation à des mesures de **qualification ou de formation continue** est plus faible en Allemagne (8 %) que dans l'UE (12 %) ou dans les pays nordiques (36 % en Suède). La volonté de participer à une mesure de formation continue recule sensiblement avec l'âge en Allemagne (5 % des 45-54 ans ; 18 % pour les jeunes 25 à 34 ans).

Une étude du [DIW](#) souligne le rôle important de la retraite comme facteur de compensation des **inégalités** : en incluant l'ensemble des droits à la retraite dans le calcul de la répartition des richesses, les 50 % de ménages percevant les revenus les moins élevés possèdent 9,2 % du patrimoine, contre 2 % sans tenir compte des droits à la retraite. La part détenue par la classe moyenne augmente aussi (41 % contre 34,5 %) tandis que celle des ménages les plus aisés recule (50 % contre 63,5 % pour les 10 % de ménages aux revenus les plus élevés). Les droits de retraite acquis représentent 70 % de la richesse d'un ménage ayant un revenu inférieur au revenu médian (contre 2,6 % pour les 10 % de ménages aux revenus les plus élevés).

Actualité financière

Marchés financiers

Les ministères des Finances et de l'Économie ont décidé d'allouer 200 M€ supplémentaires au fonds d'investissement « **Zukunftsfonds** », déjà doté de 10 Mrd€, afin de promouvoir la diversité du personnel dans les start-ups. Ce « fonds pour l'avenir », mis en place en 2021, vise à soutenir les jeunes entreprises avec différents outils de financement, dont celui du capital-risque.

DZ Bank (banque centrale des établissements de crédit mutualistes) mettra en place en 2024 pour l'ensemble de ses clients une plateforme de règlement et de conservation de crypto-actifs. Pour cette activité, elle a recruté une douzaine de personnes et doit encore obtenir une licence auprès de la BaFin.

En réaction à l'annonce du lancement par la BCE de la phase de préparation pour la mise en place de **l'euro numérique**, les fédérations bancaires allemandes rappellent que l'euro numérique ne doit pas devenir un « ersatz » de l'euro en espèces et qu'il doit faire l'objet d'une approbation démocratique. Elles demandent en outre une analyse approfondie des éventuelles répercussions de l'euro numérique sur la stabilité financière (question du volume de détention par exemple).

La BCE a accordé à l'agence allemande **Scope Ratings GmbH** une licence d'agence de notation dans le cadre du système d'évaluation du crédit de l'Eurosystème (*Eurosystem credit assessment framework* – ECAF).

Régulation financière

La confédération bancaire allemande (DK, qui représente l'ensemble du secteur) demande le report de la mise en œuvre du **paquet bancaire européen** (CRR III) au-delà du 1^{er} janvier 2025, l'ensemble des textes n'ayant pas encore été publiés. Certains ne le seront que dans six mois, voire plus tard, selon la confédération, qui recommande par conséquent une entrée en vigueur au plus tôt le 1^{er} juillet 2025, comme le feront les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Pour répondre aux lacunes de l'Allemagne en matière de lutte contre le blanchiment d'argent énumérées dans le rapport du GAFI en août 2022, un projet de loi adopté le 11 octobre dernier prévoit la création en 2024 d'une nouvelle **autorité fédérale pour la lutte contre la criminalité financière** (*Bundesamt zur Bekämpfung von Finanzkriminalität*, BBF). Le projet, lancé en septembre 2022 par le ministère fédéral des Finances, doit réduire la fragmentation des compétences et répartir plus clairement les tâches entre les différentes autorités (cf. BE n°16/22 et n°7/23).

Banques et assurances

A la suite de la renégociation de contrats la liant à Deutsche Post, **Deutsche Bank** a annoncé la fermeture d'ici mi-2026 de 250 des 550 agences Postbank et la suppression de services postaux dans 100 des 300 agences Postbank restantes. Des agences Deutsche Bank devraient, par ailleurs, également fermer (sans précision).

Commerzbank et **Deutsche Bank** ont conclu avec la BEI des programmes destinés aux entreprises de taille moyenne (entre 250 et 3 000 employés). La BEI garantit jusqu'à 50 % des 400 M€ de prêts totaux de [Commerzbank](#) et accorde 400 M€ de prêts garantis pour moitié à [Deutsche Bank](#).

La [BaFin](#) a ordonné à **Commerzbank** de délivrer dans un délai de vingt jours ouvrables, à compter de la demande, les attestations relatives à l'impôt sur les revenus du capital au titre de l'année 2022 et de faire en sorte que la remise de cette attestation soit à l'avenir assurée au 30 juin de chaque année.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique de Berlin
Claire Thirriot-Kwant, Baptiste Royer

Rédaction : François Brunet, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr